

# 528

# Domaine public

J.A. 1000 Lausanne 1

Hebdomadaire romand  
N° 528 10 janvier 1980  
Dix-septième année

Rédacteur responsable:  
Laurent Bonnard

Le numéro : 1 franc  
Abonnement  
pour une année : 48 francs.

Administration, rédaction :  
1002 Lausanne, case 2612  
1003 Lausanne, Saint-Pierre 1  
Tél. 021 / 22 69 10  
C. C. P. 10-155 27

Imprimerie des Arts et Métiers SA

Ont collaboré à ce numéro :  
Eric Baier  
Rudolf Berner  
Jean-Pierre Bossy  
François Brutsch  
Jean-Daniel Delley  
Jean-Pierre Ghelfi  
Yvette Jaggi

## Qui a peur de M-Renouveau?

*Pour la première fois depuis qu'en 1941 la Migros SA a été transformée en coopérative, les porteurs de parts sociales pourront exercer réellement leur droit fondamental de sociétaires en faisant leur choix parmi les candidats (en surnombre) aux organes législatifs et administratifs de la Migros centrale et des coopératives régionales. En clair: des élections ouvertes auront lieu pour repourvoir les postes à responsabilités du plus grand groupe de distribution de Suisse.*

*Tout en prédisant que le printemps 80 de la Migros serait chaud, les commentateurs se montrent plutôt sceptiques au moment d'évaluer les chances de succès du mouvement «M-Renouveau», qui organise les élections Migros côté opposition. De tous côtés, on rappelle les difficiles barrages, formels et psychologiques, à écarter pour tenter de faire fonctionner une véritable démocratie coopérative au sein de la Migros — sans toujours comprendre la gravité du fait même que ces barrages aient pu s'élever.*

*Mais au fait, qui a peur de ce «M-Renouveau»?*

— *Certainement pas Pierre Arnold, président de la direction centrale FCM, qui se sent le défenseur — pour ne pas dire l'incarnation — du «patrimoine spirituel» laissé par son ancien patron Gottlieb Duttweiler, et qui se doit donc de saluer tout retour aux sources du «capital à but social».*

— *Certainement pas le même Pierre Arnold, président etc., qui se proclame à chaque occasion fervent serviteur de la démocratie, amateur d'affrontements loyaux, et toujours prêt à la discussion.*

— *Certainement pas Coop Suisse, gardienne de l'idéologie des Equitables pionniers, qui ne peut manquer de se réjouir de toute tentative de revivification de la démocratie coopérative — ni d'ail-*

*leurs de tout frein mis à l'expansion de sa rivale, la Migros, qu'elle a précédée pendant des décennies et qu'elle s'essouffle à suivre à distance de plus en plus respectueuse.*

— *Certainement pas les autorités cartellaires, qui ne savent comment venir à bout d'un groupe diversifié comme la Migros, ni même comment protéger ses fournisseurs contre l'énorme puissance d'achat qu'elle représente.*

— *Certainement pas le Conseil fédéral soi-même, qui suit, avec une attention sans doute moins distraite qu'il y paraît, l'émergence d'un Etat M dans l'état CH, c'est-à-dire l'apparition d'une espèce de touche-à-tout de la vie commerciale, économique, culturelle et politique de notre pays.*

— *Certainement pas les partis politiques — sauf l'Alliance des Indépendants bien sûr, et encore — qui s'inquiètent de voir une puissance économique redoutable s'offrir le luxe d'entretenir une formation politique, certes hétérogène et brouillonne mais qui n'en vole pas moins idées et personnalités aux partis moins dépendants.*

— *Certainement pas les syndicats, bien placés pour connaître l'attitude très dure de la Migros-patron, qui veut traiter directement avec son propre personnel, ne tolère pas «l'immixtion» de gens étrangers au service, et n'hésite pas à liquider (contre indemnité pour garantie de silence si nécessaire) les collaborateurs pas assez collabos.*

— *Certainement pas les consommateurs actifs, ni les écologistes, ni ceux que préoccupent les problèmes du tiers-monde, qui tous escomptent des retombées positives d'une réflexion sur les objectifs de la politique commerciale d'une Migros qui a pour l'heure perdu le sens des proportions et en grande partie celui de ses responsabilités.*

*Bref, personne n'a ouvertement peur de «M-Renouveau». Certains s'en réjouissent même plus ou moins secrètement. Mais les moins effarouchés dans toute cette affaire pourraient bien être ceux-là même qui ont lancé le mouvement, et du même coup le plus important débat sur la démocratisation de l'économie depuis l'initiative sur la participation.*

## Des huissiers suisses à RTL

«Radio 24»: de tous côtés, ce ne sont que constats apitoyés sur le déclin du «monopole». Larmes de crocodiles en réalité. Car de quel «monopole» s'agit-il en réalité? Celui qui est battu en brèche depuis longtemps par des postes périphériques français, par des émissions allemandes, autrichiennes ou italiennes qui trouvent un large écho à l'intérieur de nos frontières? Si c'est ce «monopole» là que l'on pleure, alors autant dire qu'il est mort depuis longtemps. Sinon, qu'attend-on pour envoyer des huissiers à RTL ou dans le bureau directorial de Jelmoli qui ne se prive pas d'acheter des minutes publicitaires sur Europe 1 dans l'espoir de marquer les consommateurs suisses?

De même, il n'est pas de mise de regretter que les auditeurs suisses soient soudain arrosés d'ondes émises hors concession, laquelle suppose des droits et des devoirs sur le plan de la sacro-sainte objectivité, de la pluralité, sur le plan culturel aussi, comme on sait: le mal est fait depuis longtemps.

De quoi s'agit-il, sans se payer de mots? Voilà une radio qui trouve en deux temps trois mouvements son public; dans la facilité, soit; dans des couches de population, très restreintes, soit; qui n'a pas encore gagné son pari contre la lassitude inévitable, soit; mais qui parvient tout de même à un résultat hors de portée de l'institution SSR, bien au chaud dans le fameux «monopole».

Voilà tout à coup en pleine lumière la seule question qui doit toucher les auditeurs: la SSR a-t-elle les moyens de sa fameuse «arrogance»? le succès de «Radio 24» n'indique-t-il pas que la SSR s'est progressivement engluée dans l'administration du «monopole»? pourquoi n'aurait-elle pas, à l'image de la BBC par exemple, pris elle-même l'initiative des radios locales, à la rencontre de ses publics, sans jeter aux orties les garanties de qualité que suppose

l'exercice bien compris du «monopole»? Tous les espoirs sont permis à la radio: sa mobilité, sa maniabilité, entre autres arguments décisifs, lui autorisent toutes les initiatives; encore faut-il qu'elle garde son élan.

Pour le reste, quel fameux banc d'essai que «Radio 24»? Quoi qu'il arrive maintenant, Roger Schawinski aura essuyé les plâtres pour tous ceux qui avaient besoin de se familiariser avec un moyen de communication qui était devenu une véritable chasse gardée (ne dit-on pas que Migros, elle-même, à travers Hotelplan et Secura, avait pris les contacts nécessaires?)

On pense, surtout aux publicitaires friands de redécouvrir le langage du son — à Publicis, le géant de la pub, un tiers des spécialistes sous contrat travaillent dans cette branche-là, capitale dans l'Europe entière. Et derrière eux, c'est entendu, tous les éditeurs de quelque importance, qui se pressent au portillon, soucieux de ne pas laisser échapper la moindre parcelle de la manne publicitaire.

Tous les alibis seront bons qui permettront de faire travailler de nouveaux émetteurs avec bonne conscience (voulez-vous parier que naîtront des codes de déontologie aussi creux que bien torchés?). Mais le défi est lancé: la SSR reprendra-t-elle l'initiative?

---

## Autre cause autres fans

*Ambiances. Manif «Radio 24», le dernier samedi de décembre, sur la Place fédérale. Roger Schawinski harangue ses partisans venus là à pied, à cheval et en voiture. La foule témoigne de l'audience intéressante de l'émetteur-pirate qui a manifestement eu beaucoup de succès auprès des jeunes Zurichois et dans la partie du canton des Grisons qui se trouve dans l'aire de réception. Schawinski se souvient-il que deux ans auparavant, fin décembre également, il était déjà à Berne, à la tête d'une délégation du*

*journal «Tat», pour déposer les signatures appuyant une initiative populaire pour une meilleure protection des consommateurs?*

*Quelques rappels. L'initiative des consommateurs avait abouti avec peine après des mois de collecte de signatures; la pétition, elle, était couverte de noms, largement plus nombreux, en quelques jours... On ne compte plus les manifestations organisées sur la Place fédérale, celle de «Radio 24» se signalait pourtant par l'affluence de jeunes dont la «politique» est apparemment le cadet des soucis; en tout cas, et ça c'est tout à fait exceptionnel, pas de vente militante de littérature politique aux alentours; les installations de «matraquage» musical portent la marque de spécialistes professionnels de la «sono», d'où un concert qui n'a rien à voir avec les murmures des porte-voix des responsables politiques.*

*Remarque. La mobilisation d'une manif par la voix de la radio, fût-elle dépourvue de concession officielle, serait-elle plus efficace que les convocations classiques par la presse, par affiches ou par tracts? Les partisans d'une presse de gauche ont là matière à réflexion.*

*Conclusion. «Radio 24» existe. Impossible de l'ignorer. Même si les scellés sont mis. Même si ses partisans — encore une note statistique — ont recueilli moins de signatures que les fervents de la cavalerie militaire, aujourd'hui disparue.*

---

SOLIDARITÉ

## Edmond Kaiser et nous

Edmond Kaiser dérange. Les causes dont il se saisit ne peuvent souffrir aucun délai, aucun compromis. L'homme est ainsi, entier, pas politique mais prophète.

Aujourd'hui, c'est aux exportations d'armes suisses qu'il s'en prend, en mettant sa vie dans la balance; il interpelle le Conseil fédéral et le somme d'interdire cette pratique honteuse.

La question n'est pas nouvelle: il y a neuf ans, lors de la campagne précédant la votation sur l'initiative contre les exportations d'armes, tous les problèmes soulevés par Edmond Kaiser avaient été largement débattus. Néanmoins, l'initiative était repoussée de justesse.

Dès lors le Conseil fédéral peut se prévaloir de la légitimité populaire. Avec un correctif de poids: pour contrer l'initiative le parlement avait édicté une loi restrictive; or depuis neuf ans l'application de cette législation paraît à beaucoup trop souple: l'intérêt commercial passe avant les droits de l'homme et les risques de conflits armés.

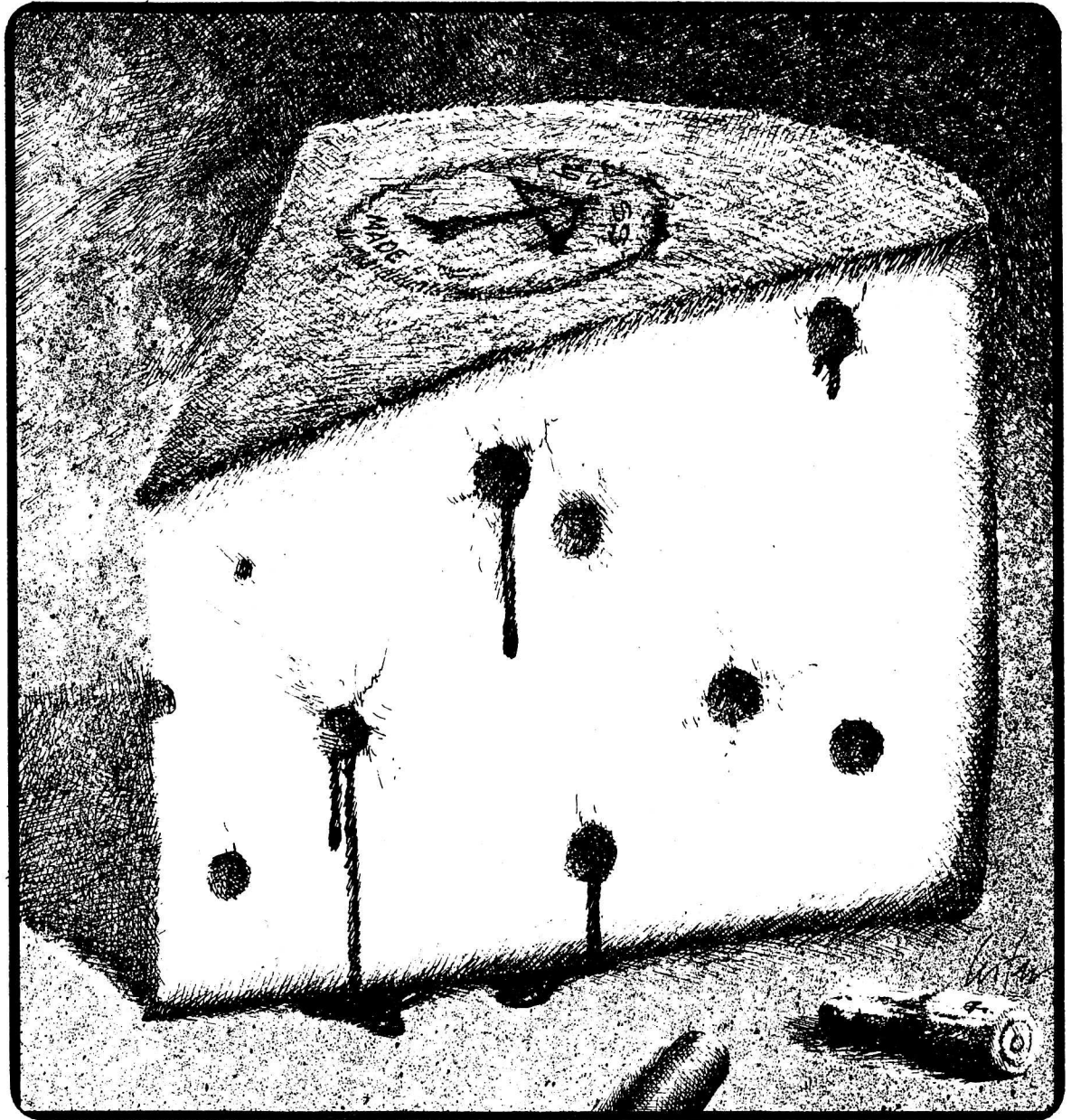
Le Conseil fédéral n'est d'ailleurs pas seul en cause. La FTMH, le syndicat des travailleurs de la métallurgie, avait fait campagne à l'époque contre l'initiative, au nom du maintien de l'emploi; il ne semble pas qu'elle ait changé d'avis depuis.

En définitive cette liberté laissée à Bührle et autres marchands de canons, c'est nous, la grande masse des citoyens indifférents, qui l'octroyons. Si le Conseil fédéral porte sa part de responsabilité, il est inutile d'en faire un bouc émissaire pour mieux préserver notre tranquillité d'esprit et notre confort douillet.

D'ailleurs, le sang des pauvres dont nous vivons, selon l'expression abrupte de Kaiser, ne coule pas seulement par les armes helvétiques; il est répandu partout où les pays riches, dont la Suisse, imposent leurs conditions de marchands pour notre plus grand bien-être d'Occidentaux: la monoculture en Afrique, l'élevage en Amérique latine, pour ne prendre que ces exemples, qui nous engraisent en même temps qu'ils appauvrissent les populations de ces régions.

Les rugissements d'Edmond Kaiser contribueront peut-être à nous ouvrir les yeux; mais que ce dernier le veuille ou non, à ce niveau, les problèmes humains sont des problèmes politiques.

## LE POINT DE VUE DE MARTIAL LEITER



*Le salut par les exportations.*

# Demain commence aujourd'hui: des utopies, des constats, des projets

*A peine les derniers bilans annuels façon 1979 parus, voici l'actualité quotidienne qui reprend ses droits, réduisant à peu de choses cette pause traditionnelle de Noël et Nouvel-An.*

*Quel meilleur moment pourtant pour s'évader, pour prendre en main, au moins par l'imagination et la réflexion, notre avenir immédiat et plus lointain? Cet exercice, nous l'avions, à «Domaine Public», amorcé depuis des mois. Nous voilà prêts à vous le proposer. D'abord se plonger dans l'utopie, puis renouveler les constats et ensuite attaquer notre quotidien.*

*En 1973, dans la défunte «National Zeitung», notre ami Beat Kappeler, alors journaliste (devenu depuis lors secrétaire de l'Union syndicale suisse) s'était livré, au long de quatre longs articles, à une*

*adaptation du rapport du Club de Rome, «Les limites de la croissance». Ses quatre titres généraux, révélateurs de son entreprise captivante: «Croître jusqu'à en mourir», «Une protection impossible du milieu naturel», «Meilleur travail, meilleurs loisirs», et enfin «Prévoir aujourd'hui l'an 2000».*

*C'est le point de départ, reflets du possible entrevu en 1973, année charnière, que nous publions dans ce numéro, à travers quelques extraits, mis en situation, librement traduits, adaptés et complétés du travail de Beat Kappeler. Nous poursuivrons cette recherche pendant plusieurs semaines, à travers des contributions des collaborateurs de DP, à travers aussi, nous l'espérons fermement, des textes que vous nous ferez parvenir et qui étofferont le débat. (Réd.).*

## I. — La danse de la mort des taux de croissance

L'avenir, vu du printemps 1973, c'était avant tout la croissance! Souvenez-vous! Comme si vous y étiez encore, quelques exemples que détaille avec délices Beat Kappeler.

Le conseiller fédéral Bonvin souhaite inaugurer chaque trois ans une nouvelle centrale nucléaire. Et lorsque on prend note que, finalement, le résultat final de toute production énergétique est de la chaleur, certains chiffres vous sautent au visage: la consommation énergétique dans la Suisse de 1973 représente 0,25% de la chaleur dispensée par le soleil sur le territoire national; les prévisions de croissance énergétique à l'honneur font passer ce pourcentage à 0,5% dix ans plus tard, à 1% vingt ans après, à 2% trente ans après, pour ascender à 60% de la chaleur solaire en l'an 2050...

Depuis lors, les Suisses se sont un peu familiarisés avec le thème crucial de la consommation énergétique. Voyons un peu dans d'autres domaines quelles pouvaient être les retombées imaginables de la croissance telle qu'on la rêvait.

Soit un taux de croissance annuelle réelle du salaire de 3,5%: un apprenti de 1973 allait terminer sa vie active avec un revenu de fr. 100 000.—; de quoi s'offrir chaque année, en plus des dépenses courantes, six voitures ou un bungalow... Pas de problèmes pour des voyages de fin de semaine dans n'importe quelle partie du globe; des économies pendant six ans, c'est l'achat d'un hélicoptère; on s'offre sans difficulté des résidences secondaires, tertiaires même...

Ces hypothèses de rêve — vous n'avez pas oublié, Kappeler écrit en 1973, il y a seulement six ans — d'une croissance continue des revenus réels ne passent pas pour utopiques — les futurologues les utilisent tous dans leurs calculs, et les pouvoirs

publics, les producteurs de tous poils, les syndicats, fondent sur elles leurs attentes futures.

D'où quelques extrapolations parfaitement justifiées. De 1952 à 1972, les surfaces non-productives ont augmenté de 843 km<sup>2</sup>, soit l'équivalent du canton de Soleure. Une surface équivalente est prévisible pour les vingt années à venir, soit le canton de Schwyz, si le niveau du volume de la construction reste stable. En revanche, si le secteur de la construction double en vingt ans ses activités, comme il l'a fait de 1952 à 1972, alors l'extension des surfaces non-productives jusqu'à 1992 devait couvrir un territoire grand comme Schwyz et Neuchâtel ensemble.

### ET PERSONNE NE CRIE CASSE-COU

Personne ne crie casse-cou. Et compte-tenu des possibilités de rationalisation dans la construction, cette croissance est tout à fait envisageable. On ne construit plus du reste pour pallier un manque de logements, mais pour répondre à la création de revenus supplémentaires qui iront tout naturellement se fixer dans la pierre. Ces millions de logements construits et à construire le sont avec moins de coordination que l'exige une fête de tirs de moyenne importance...

Côté voitures, ce n'est pas moins affolant. Les prévisions publiées en 1954 en matière de parc automobile estimaient qu'en l'an 2000 la Suisse n'aurait pas encore atteint la moitié du niveau effectivement atteint... en 1973! En 1959, les experts réajustent le tir, révisent les estimations, les augmentent fortement; mais le chiffre de 1,8 millions de véhicules qui est celui enregistré en 1973, ils ne le prévoient encore que pour l'an 2000. Et c'est sur cette base qu'est élaboré le réseau des routes nationales!

La toile de fond: les atteintes portées au milieu naturel ne font l'objet d'aucunes mesures précises, voire un tant soit peu complètes. Moralité, si on peut dire: le plomb, le bruit, la puanteur dégagée

par la vague automobile, la rage de construire, l'empoisonnement des produits alimentaires, le dioxyde de soufre (SO<sub>2</sub>) provenant des brûleurs à mazout, les modifications du climat, les fumées pestilentielles et les brouillards « industriels » sont les partenaires assurés de cette « danse de la mort » des taux de croissance.

### TOUT RESTE À FAIRE

Qu'on ne se réjouisse pas trop d'avoir pour l'instant échappé — sans le vouloir vraiment du reste — à cette croissance ! Car tout reste à faire. Le diagnostic de fond de B. Kappeler, à cette étape-là de l'inventaire, doit être médité (espérons ne pas l'avoir trahi).

L'individu isolé ne peut pas prendre l'initiative de limiter la croissance. Les appels répétés à la conscience individuelle pour mettre un terme à la croissance — même dans le cas où une infime minorité seulement décide de rejeter l'autodiscipline — rejettent finalement le solitaire dans un rôle de bouffon, d'idéaliste dupé. En fait, les limites de la croissance ne peuvent être imposées que par des réglementations sociales générales (et abstraites en un premier temps). Ceci vaut tout autant pour l'intervention auprès des producteurs que pour celle auprès des consommateurs.

### IL N'Y A QUE LE PREMIER PAS QUI COÛTE

« Economiser », cela signifie parvenir à « s'en sortir » avec des disponibilités limitées. A ce jour, la société industrielle a géré ce problème en multipliant les biens rares au-dessus du seuil déterminé par la production nouvelle, elle-même provoquée ensuite par l'initiative individuelle, continuellement stimulée.

Un arrêt total ou partiel de la croissance nous prive précisément de cette possibilité et nous contraint, à long terme, à répartir les biens non-reproductibles. Pensons ici en particulier au sol, à l'habitat, aux

transports, à l'énergie, mais aussi aux offres de vacances par exemple, lieux privilégiés de la dépense de matières premières plus ou moins rares.

Mais il y a davantage encore. Cette répartition à laquelle il faudra bien s'atteler, ne peut pas être fondée sur la seule impulsion donnée par la recherche de profits individuels. Elle doit au contraire découler d'une décision sociale, afin de promouvoir un minimum de justice.

La décision commune devrait porter en premier lieu sur le niveau de la production.

Touchons-nous déjà à l'utopie ? Qu'importe !

Prétendre que l'industrie n'est responsable que d'un 10% de la pollution de l'air, alors que les ménages le seraient pour 30% avec le chauffage et pour 60% avec la circulation automobile, néglige le fait que l'industrie n'est pas seulement engagée pour ses procédés de fabrication, mais également pour la pollution causée par les objets de consommation qu'elle produit. A long terme, des offices de contrôle devront aussi évaluer l'opportunité d'un produit dans un environnement où les matériaux et l'énergie disponibles seront devenus rares.

## II. — La règle du pollueur-payeur : une scie sans dents

*Ce qui est apparu progressivement depuis lors, au gré d'études et de bilans récents, Kappeler le posait déjà comme point de départ en 1973 : le système de l'économie de marché ne permet pas une protection durable du milieu naturel.*

*La réduction des normes de pollution peut bien offrir un répit momentané ; à terme, la croissance des quantités consommées « rétablit » la situation antérieure. A cela s'ajoute que la lutte contre la pollution devient elle-même un marché enviable et*

Allons encore plus loin sur les traces de Kappeler ! « Le contrôle à la production est indiscutablement plus léger, sur les plans techniques et administratifs, que la persuasion des consommateurs, car un petit groupe de producteurs seulement sont impliqués » note le professeur Wittman. Sisco Mansholt préconisait, lui, de soumettre toute production au test « Clean and Recycling » : une entreprise ne peut produire que lorsqu'elle a prouvé que tout ce qui sort de ses mains (produits et déchets) est propre et recyclable (pour les biens de consommation, la fiabilité la plus longue possible doit être garantie). Il n'y a que le premier pas qui coûte : voyez General Motor et Ford qui produisaient en 1972, dans les pays en développement, des automobiles plus résistantes et meilleur marché (dès 1000 dollars) que dans d'autres pays. Le tableau de la durée d'utilisation de différents produits montre du reste à quel point les pays industriels sont plus gloutons que les pays pauvres.

Mais revenons au diagnostic et aux utopies de Beat Kappeler à l'orée de la « crise ».

*important, avec sa propre dynamique et... sa propre croissance.*

*Vu sous cet angle, le principe du « pollueur-payeur » n'est qu'une scie sans dents : la condamnation du pollueur ne supprime pas les dommages (les amendes permettent rarement de gommer les atteintes au milieu, petites ou grandes) ; les entreprises se borneront à conclure des assurances, de sorte que le coût final retombera dans son intégralité sur le consommateur.*

*La protection du milieu naturel, dans l'optique de l'économie de marché, se fait par la hausse des coûts (des terrains, des loyers, des taxes de stationnement, par exemple), qui ne représente rien d'autre finalement qu'un rationnement par le prix.*

SUITE ET FIN AU VERSO

## II. — La règle du pollueur-payeur: une scie sans dents

*Ce rationnement n'élimine pourtant pas les risques d'épuisement des nouveaux biens devenus rares: il y a toujours des gens qui « peuvent payer ».*

*En définitive, une politique de protection du milieu naturel ne nécessite pas seulement de contrôler les pollutions créées par les processus de production, mais également les propriétés des produits en fonction des pollutions qu'ils peuvent engendrer, les consommations d'énergie qu'entraîne leur emploi, la consommation des matériaux dont ils sont faits (voir plus haut, point 1.).*

*A terme, il est évident que de nombreux produits, de multiples « besoins » seront touchés; certains même interdits.*

*On entend déjà les partisans de l'Etat dit libéral: alerte à l'économie planifiée!*

### L'ILLUSION DES «BESOINS»

*Voyons plus loin que ces slogans! Il faudra bien pourtant élaborer à « long terme », pour vingt ou trente ans en tout cas, un plan cadre de mise en valeur de l'environnement (à la clef cet effort: des programmes de recherche axés sur la planification dans les secteurs de l'utilisation des énergies nouvelles, de l'habitat, des communications et des loisirs).*

*Les prétendus « besoins » pour lesquels l'industrie et l'Etat affirment exercer leur mandat exclusif et sacré ne constituent en aucune manière une pression « naturelle ». Au contraire, ils sont déterminés par la publicité et le développement industriel ainsi que par l'état historique et provisoire de l'évolution de la société. La psychologie de l'incitation à l'achat devrait avoir suffisamment démontré que n'importe quel produit de consommation peut être consacré comme « besoin » prioritaire sans*

*difficultés particulières. Si vraiment les produits industriels n'étaient que le strict décalque des désirs des consommateurs, cela voudrait dire que chacun souhaite des habits et des automobiles très vite passés de mode; cela voudrait dire aussi, entre autres, que la demande prioritaire porte sur des autos qui rouillent très rapidement, des appareils ménagers construits à la va-vite et des appartements trop petits. Suite à ce bref examen, la publicité devrait tout simplement être interdite: les innovations techniques pourraient être annoncées normalement par voie de presse.*

## III. — La grande bouffe et le travail

Un domaine mérite d'être examiné à part, Kappeler le traitait sous le titre « meilleur travail, meilleurs loisirs ». Quelques reflets de sa réflexion (agrémentée de pointes plus récentes: impossible de revenir en 1973 en oubliant tout à fait les années vécues depuis).

La bourgeoisie européenne a obtenu de l'Etat, pour la première fois dans l'histoire mondiale, que l'individu soit libre d'entreprendre, de produire et de consommer; qu'il soit également libre de disposer de la plus-value. L'Etat, en revanche, dans ce marché de dupes, se désintéresse de tous les dommages moraux, infligés au milieu naturel, pertes (de matières premières, ou de première nécessité), risques.

Le communisme soviétique, lui, a seulement supprimé la liberté d'entreprendre et de consommer, en les soumettant à un plan. Mais en fixant les objectifs et les buts de l'activité économique dans la chasse au « plus » et à l'accumulation, il s'est engagé dans une compétition totalement non-critique avec le système capitaliste occidental.

Dernier point de repère. La consommation de masse est apparue aux Etats-Unis dans les années vingt, dans une part de l'Europe occidentale au

cours des années cinquante, au Japon dans les années soixante.

Grâce à une forte et constante augmentation de la productivité du travail, nous avons besoin aujourd'hui de moins de travail pour couvrir nos besoins essentiels.

Une part croissante des revenus est utilisée pour répondre à une extension quantitative de la consommation (la grande bouffe) ou des plaisirs toujours plus raffinés (voyages de fin de semaine, résidence secondaire, voiture, avion).

A la différence d'autrefois, un arrêt de la croissance n'entraînerait pas pour les Suisses la misère, mais plutôt la stabilisation d'un niveau de vie élevé.

Ce fait est fondamental pour fonder une première contre-utopie d'une Suisse plus vivable.

Les rapports entre temps de travail et temps libre doivent être complètement repensés. La productivité moyenne du travail augmente en Suisse annuellement d'environ 3%. Cette augmentation de la productivité s'est traduite par plus de production et plus de consommation.

Pourquoi ne pas maintenir la production au niveau actuel et utiliser les gains de productivité pour réduire régulièrement le temps de travail? La durée du travail hebdomadaire pourrait se stabiliser à quelque trente heures d'ici dix à quinze ans (et six ans se sont déjà écoulés depuis cette visée utopique-là! Réd.).

Ce calcul est certes schématique: certaines dépenses publiques devraient continuer à progresser et ne se satisferaient donc pas d'une production constante. Le principe n'en subsiste pas moins: le temps libre est aussi un mieux-être; il équivaut aussi à une augmentation des revenus.

### COMPENSER TOUTE LA VIE

Mais cela ne suffit pas. La réduction, ou une nouvelle répartition du temps de travail, n'est pas en soi un progrès. Une société « meilleure » n'a pas seulement pour objectif d'améliorer le rapport

temps de travail/temps libre, elle doit surtout viser à transformer l'un et l'autre sur le plan qualitatif. La pression et les désagréments liés à un travail toujours plus rationalisé sont la cause de l'opposition émotionnelle entre temps de travail et temps libre. Les gens souhaitent plus de temps libre pour compenser les satisfactions qu'ils ne trouvent pas dans leur travail. La séparation entre travail et loisirs, entre la dure journée et la soirée chamarrée, c'est une atteinte aux besoins profonds des êtres.

Allons jusqu'à poser ce postulat: le temps libre deviendra « normal » lorsque le temps de travail sera humanisé.

La journée de travail sera suffisamment brève pour que subsiste encore la force de faire « autre chose ». Le temps de travail sera aménagé pour permettre à ceux qui le souhaitent de travailler à tiers, à demi, à trois-quarts temps.

Moins fatigué, moins usé par la « vie active », l'âge de la retraite, les conditions psychologiques et matérielles, se proposeraient en d'autres termes, plus clairs qu'aujourd'hui. En fait, il s'agit d'admettre que la recherche d'autres formes de satisfaction que celles proposées par la civilisation de consommation de masse confère à la question de l'organisation du travail plus d'importance qu'à celle des loisirs!

## IV. — D'abord, supprimer l'automobile

Venons-en maintenant à l'essentiel, à la plongée de Kappeler dans l'utopie, combien plus nécessaire encore en 1980 qu'en 1973!

D'abord, supprimer la voiture. Etablir un programme à quinze ans qui permettrait de tripler le réseau des transports publics (coût égal à celui des routes nationales) et rendrait superflu les moyens individuels de déplacement (sauf le vélo, qui ferait l'objet d'une promotion généralisée partout où s'arrêteraient les transports publics; avec vélos à

quatre roues pour les handicapés et les personnes plus âgées).

Les villes redeviendraient vivables. Les adultes et les enfants auraient de nouveau de la place pour se promener et jouer. Les coûts sociaux, équipement et entretien, seraient considérablement réduits. Loin d'éloigner les touristes, la Suisse deviendrait un pôle attractif... et les caisses-maladies pourraient réduire leurs cotisations (la santé de chacun se trouverait immédiatement améliorée). Pareillement, la petite ville du pays devrait interdire tous vols d'avion, qu'ils soient commerciaux — l'extension des transports publics les rendraient superflus — ou « de plaisir » — pour quelques-uns, mais dérangeants et coûteux pour beaucoup.

Ensuite, mieux construire les immeubles, avec une bonne isolation et des normes de chauffage réduites.

---

*Nombreuses sont les branches de l'industrie et du commerce qui connaissent des manifestations de saturation. Un constat qui devrait être accueilli avec soulagement: le seuil de satisfaction physiologique est atteint (place, par exemple, à d'autres activités, favorisant l'accession au mieux-être sous d'autres latitudes, moins privilégiées). Pour cette raison, les dépenses goulues de publicité visant à une surconsommation injustifiée devraient céder le pas. En Suisse, la production des biens suivants atteint son seuil de saturation (état en 1973! Réd.): bière, chocolat, papier (une seule machine de la fabrique Perlen peut satisfaire la moitié du marché suisse), ciment, cigarettes, téléphone, certains textiles, guichets de banques, montres.*

La stabilisation de la croissance économique rendra moins nécessaire la production d'énergie supplémentaire. La tranquillité retrouvée des villes n'imposera plus la climatisation des bureaux. Pas de centrales nucléaires, donc.

Toutes ces utopies, ces propositions, ces projets, ne sont pas réalisables sous l'empire des rapports de

force existants et dans le système des valeurs à l'honneur chez les Suisses.

Les limites matérielles de la croissance sont cependant prévisibles à terme. On peut préférer, comme on le fait, attendre que les contraintes apparaissent et deviennent si fortes qu'une réaction s'avère nécessaire — sous la forme souvent d'un contrôle supplémentaire, d'une nouvelle interdiction, ou de hausses de prix. Cette conception véhicule le sentiment d'impuissance à affronter les problèmes. Les utopies en revanche permettent d'envisager de nouveaux horizons, plus satisfaisants pour les êtres et pour la société que la résignation qui nous est actuellement proposée.

Et si des compromis sont nécessaires, ils n'ont pas leur place dans une réflexion prospective de ce type. Ils pèseront assez tôt sur les réalisations.

Maîtriser la croissance n'exige pas de lutter contre une prétendue fatalité, mais suppose la mise en place d'objectifs. Ceux qui se réfèrent à un « mécanisme implacable » ne visent en fait qu'à faire plonger des alternatives dans les oubliettes. Il n'y a pas de « mécanisme implacable », il n'y a que des institutions, des jugements de valeur, et le seul fait de s'en tenir à la routine nous entraîne, comme par fatalité, vers une direction qui n'est plus souhaitable. Chacun peut et doit s'exprimer librement sur les orientations fondamentales, sur les buts et sur les valeurs. L'achèvement du réseau des routes nationales n'est pas une nécessité — il n'apparaît indispensable qu'à ceux qui croient toujours à l'extension bienfaitrice du parc automobile privé. Il est de première nécessité de se pencher sur l'examen des buts que nous voulons assigner à l'économie suisse. Une critique de toutes les notions de valeur inconscientes qui sous-tendent notre marche collective est indispensable. Nous avons simplement succombé à des influences, à des habitudes et à des traditions pernicieuses. Voilà de quoi il est question.

**Prochain numéro :  
Sept ans plus tard.**

## C'est écrit

Palavas-les-Flots, Montpellier, Sète.

À Sète, le « Cimetière Marin » et la tombe de Paul Valéry :

« O récompense, après une pensée, qu'un long regard sur le calme des Dieux ! »

Autres tombes dans le cimetière :

« Le vent se lève, il faut tenter de vivre.

L'air énorme ouvre et referme mon livre... » (Valéry)

\* \* \*

Autre inscription (sur une tombe) :

« Tu étais la joie de la maison, tu as été un bon époux, un bon père, un merveilleux papi et un gentil tonton. »

Autre inscription encore :

*Concession perpétuelle.*

Cette concession réputée en état d'abandon fait l'objet d'une procédure de reprise.

Prière de s'adresser à la Mairie.

\* \* \*

En ville, affiches diverses :

S.E.G.I.E. — Gestion Promotion Renovation Crédits.

*Les bronzés font du ski.*

*Joséphine bonne à tout faire.* (Avec une bien jolie photo de Joséphine, qui ne semble pas craindre le froid — le Languedoc est sous la neige !)

« Interdit aux moins de 18 ans. »

« La pornographie de ce film poussée à l'extrême ne permet aucune publicité extérieure. »

\* \* \*

« La vague en poudre ose jaillir du roc !

Envolez-vous, pages tout éblouies... (Valéry)

\* \* \*

Un restaurant annonce :

« Spécialités Maison : le *Molotov* plus sauvage, l'aphrodisiaque *Orange mécanique*. Nos punchs : *Caresse des îles, Maladie d'amour, Nuit de Chine*. »

\* \* \*

« Rompez, vagues, rompez, d'eaux réjouies. Ce toit

tranquille où picoraient des focs. » Valéry : *Cimetière Marin*.

\* \* \*

Cependant, les journaux annoncent :

« Pour avoir eu trop d'amants, elle meurt attachée à un arbre. »

« Mystère autour de Caroline de Monaco : Pourquoi n'annonce-t-elle pas la nouvelle qui bouleverse sa vie avec son mari ? »

Et les jouteurs sétois annoncent le *Loto de l'avenir* : « 15 paniers garnis, une énorme surprise, une consolation. »

« VOTEZ CGT ! » recommandent les « cocos ».

« Ni bigote, ni athée, je m'interroge : je lis *Echo* » affirme une « catho ».

Comme on le voit, l'esprit de Paul Valéry est toujours vivant dans sa ville natale :

« O récompense, après une pensée, qu'un long regard sur le calme des Dieux ! »

J.C.

## DOMAINE PUBLIC

### Merci à l'imprimerie Fawer !

Seize ans et quelques mois, un fameux bail ! Seize ans et quelques mois de collaboration fructueuse entre « Domaine Public » et l'imprimerie Fawer à Renens/Lausanne. Seize ans et quelques mois de commerce régulier, d'abord bi-mensuel, puis hebdomadaire, ça laisse des traces. Vous en avez, vous lecteurs et amis, apprécié (ou non, en définitive libre à vous) le sommet de l'iceberg : un journal, il est là, un premier vendredi ; et déjà la semaine suivante, ce n'est plus un miracle ; le rythme est pris (de fait, si nos souvenirs sont bons, pas une seule fois, sous le règne de l'imprimerie Fawer, ce rythme ne fut rompu !).

A l'autre bout de la chaîne, c'est une tout autre affaire, bien sûr. Chaque semaine, en point de mire, le jeudi, jour de l'expédition, et ces échéances qui préoccupent, composition, correction, mise en pages, tirage, pliage, routage, et le sprint final vers la poste, autant d'occasions de court-circuits. A chaque étape, des responsables, des spécialistes de bonne volonté, compétents, maillons indispensables.

Merci donc à l'imprimerie Fawer, pour tous ces paris tenus dans l'ombre anonyme du travail collectif !

Merci tout spécialement à Raymond Fawer, partie prenante à l'« entreprise » d'une presse indépendante dès la fondation du journal, portant DP sur les fonts baptismaux, au même titre que la rédaction animée par André Gavillet.

Aujourd'hui, nos trajectoires se séparent. Côté technique, DP émigre à Lausanne, plus près des bureaux de la rédaction, trouvant un nouvel élan chez un nouvel imprimeur, les Arts et Métiers, comme indiqué pour la première fois au « générique » de page une. Amorce d'un nouveau bail de longue durée qui mènerait votre hebdo au seuil de l'an 2000 ? A vous, lecteurs, d'en décider en fin de compte, en nous conservant votre confiance !

PS. Comme prévu, ce numéro 528 vous parvient « adressé ». Toutes les précautions ont été prises pour que cette mutation technique importante soit assimilée sans dommages pour la régularité de la parution. Vérifiez tout de même l'adresse portée en première page : si elle n'était pas suffisante ou incorrecte, auriez-vous l'obligeance de nous le faire savoir ?